

Les inégalités face au changement climatique dans le monde

Le changement climatique constitue aujourd'hui l'un des plus grands défis auxquels l'humanité est confrontée. Longtemps perçu comme une problématique essentiellement environnementale, il est désormais reconnu comme un enjeu majeur de développement économique, de justice sociale et de stabilité internationale. Ses effets se manifestent déjà dans toutes les régions du monde à travers la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes, la dégradation des ressources naturelles, les pressions croissantes sur la sécurité alimentaire et les déplacements de populations.

« Afin d'alimenter la réflexion sur ces enjeux, le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement a retenu comme **article de référence du mois d'août 2026** des extraits d'un article publié le **24 mars 2025** par l'**Institut Supérieur de l'Environnement**, sous le titre :

« Changement climatique : quelles conséquences pour les populations vulnérables et comment réduire les inégalités environnementales ? »

Cet article présente, dans un langage accessible, une synthèse des principaux constats établis par les grandes organisations internationales, notamment le GIEC, la Banque mondiale, le World Resources Institute et les Nations Unies. Les extraits reproduits ci-après ont été sélectionnés en raison de leur intérêt pour la compréhension des inégalités environnementales et des défis qu'elles posent aux politiques de développement.

Extraits :

Changement climatique : quelles conséquences pour les populations vulnérables et comment réduire les inégalités environnementales

Institut Supérieur de l'Environnement

24 mars 2025

« Les effets du changement climatique touchent de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables à travers le monde. Ces inégalités environnementales exacerbent les injustices sociales et économiques déjà existantes. Selon le World Resource Institute *“les impacts du changement climatique sur les populations et*

les écosystèmes sont plus étendus et plus graves que prévu, et les risques futurs augmenteront rapidement à chaque fraction de degré de réchauffement”.

Face à ces défis, comment agir pour protéger ces communautés et réduire les écarts ?

1. Comprendre les impacts différenciés du changement climatique

Le changement climatique, amplifié par les activités humaines, provoque des bouleversements globaux. Si ses effets concernent toute la planète, ils touchent de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. Ces inégalités, souvent enracinées dans des contextes socio-économiques, politiques et géographiques, nécessitent une réponse globale et équitable pour garantir justice climatique et droits fondamentaux.

Les pays pauvres paient le prix fort

Selon la Banque mondiale, les 74 pays les plus pauvres ne sont responsables que d'un dixième des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pourtant, ce sont eux qui subissent le plus durement les conséquences du changement climatique. Comparé aux années 1980, ces nations ont déjà été confrontées à près de huit fois plus de catastrophes naturelles au cours de la dernière décennie.

Si le changement climatique reste incontrôlé, il pourrait, d'ici 2050, forcer plus de 200 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leurs frontières, plonger jusqu'à 130 millions d'individus dans la pauvreté et anéantir des décennies de progrès en matière de développement, source *“Un développement rapide et tenant compte du climat est nécessaire pour empêcher le changement climatique de plonger plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté d'ici 2030”*.

2. Conséquences majeures du changement climatique

○ Le déplacement massif des populations

Le changement climatique contribue à des déplacements massifs de populations, appelés migrations climatiques, causés par des phénomènes tels que la montée du niveau de la mer, les sécheresses prolongées, et les inondations. Selon la Banque mondiale, le nombre de migrants climatiques internes pourrait atteindre 216 millions de personnes d'ici 2050, si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites.

Ces déplacements ont de lourdes conséquences économiques, sociales et politiques, comme l'aggravation des tensions sur les ressources naturelles, l'instabilité sociale et des pressions sur les infrastructures urbaines.

○ **Des pertes économiques de plusieurs centaines de milliards de dollars**

Les catastrophes naturelles liées au changement climatique, comme les ouragans, les sécheresses et les inondations, provoquent des pertes économiques importantes. En 2022, ces catastrophes ont causé des dégâts évalués à environ 275 milliards de dollars, selon le rapport annuel sur les catastrophes mondiales de Munich Revue. Les secteurs les plus touchés sont l'agriculture et la pêche.

○ **Menace sur la santé publique, entre pollution, stress thermique et pénuries d'eau**

La hausse des températures et la pollution augmentent les maladies respiratoires, le stress thermique et les pénuries d'eau potable.

Ces données soulignent l'urgence de renforcer les politiques climatiques et sanitaires pour limiter les impacts sur les populations.

3. Lutter contre les inégalités environnementales : quelles solutions ?

Les inégalités environnementales nécessitent des solutions globales et inclusives pour garantir une justice climatique. Parmi ces solutions, des mécanismes de financement innovants émergent pour soutenir les pays les plus vulnérables.

○ **Financements internationaux : le fonds pour les « pertes et dommages »**

La COP27 a acté la création d'un fonds destiné à soutenir les pays vulnérables, qui subissent les effets du changement climatique mais qui n'en sont pas responsables. Ce fonds est une avancée importante pour la justice climatique, permettant de répondre aux pertes et aux dommages causés par des phénomènes climatiques extrêmes (inondations, sécheresses, etc.).

Toutefois, la mise en œuvre concrète de ce fonds reste incertaine, car de nombreuses questions pratiques et financières doivent encore être réglées, notamment en termes de mécanismes de financement et de distribution. La réussite de ce fonds dépendra de la coopération internationale et de la transparence dans la gestion des fonds, source COP27.

○ **Responsabilités partagées mais différenciées**

Le principe de « responsabilités communes mais différenciées » est au cœur de l'Accord de Paris, stipulant que les grandes économies, responsables historiques des émissions de gaz à effet de serre, doivent intensifier leur soutien financier et technique aux pays en développement.

Ce soutien est essentiel pour aider ces pays à s'adapter aux impacts du changement climatique et à réduire leurs émissions. Par exemple, l'Union européenne a promis d'augmenter ses contributions financières pour soutenir les pays en développement dans la transition énergétique et l'adaptation au climat. Cependant, l'application effective de ces engagements reste un défi.

- *Protection des écosystèmes : encourager l'agriculture durable et restauration des terres dégradées*

Les initiatives locales jouent un rôle fondamental dans la lutte contre les inégalités environnementales. En particulier, la restauration des écosystèmes et la promotion de l'agriculture durable peuvent atténuer les impacts négatifs du changement climatique tout en améliorant les conditions de vie des populations locales. Par exemple, des projets de reforestation et d'agriculture régénérative dans des régions telles que l'Afrique subsaharienne ont montré des résultats positifs en termes de sécurité alimentaire et de résilience climatique. Ces initiatives permettent de restaurer les sols dégradés, de promouvoir la biodiversité et de réduire l'émission de gaz à effet de serre, source UNCCD (Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification).

- *Engagement communautaire : le rôle des savoirs autochtones*

Les savoirs et pratiques traditionnelles des communautés autochtones sont des ressources précieuses pour l'adaptation au changement climatique. Ces communautés ont souvent développé des stratégies de gestion des ressources naturelles qui sont à la fois durables et résilientes face aux conditions climatiques locales. En reconnaissant et en intégrant ces connaissances dans les politiques climatiques, les gouvernements et les organisations peuvent renforcer les capacités d'adaptation des communautés vulnérables. Par exemple, en Amazonie, les peuples indigènes ont longtemps utilisé des techniques agricoles adaptées aux conditions locales qui pourraient être cruciales dans la lutte contre la déforestation et pour la gestion de l'eau, source International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA).

- *Sensibilisation et inclusion*

Pour que les politiques climatiques soient efficaces, il est essentiel d'inclure les populations les plus vulnérables dans les processus décisionnels. Cela permet de s'assurer que les mesures prises répondent réellement à leurs besoins et que ces populations disposent des outils nécessaires pour participer activement à la transition écologique. L'inclusion des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées est particulièrement cruciale, car elles sont souvent les plus touchées par les effets du changement climatique. Cependant, il est important que cette inclusion ne soit pas simplement symbolique (tokenisation), mais qu'elle s'accompagne d'un véritable pouvoir décisionnel, source Climate Justice Alliance.

Ces solutions permettraient de lutter contre les inégalités environnementales de manière globale et inclusive, en s'appuyant sur des actions locales, des financements internationaux et une réelle participation des communautés vulnérables. Pour une mise en œuvre réussie, un effort concerté de la part des gouvernements, des acteurs privés et des organisations internationales est nécessaire.

Conclusion

En conclusion, bien que des efforts soient déployés pour atténuer les effets du changement climatique, les grandes puissances économiques peinent déjà à ralentir leurs émissions de CO2, malgré leurs ressources et leurs capacités techniques. La transition vers des énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique et la réduction des émissions demeurent des défis majeurs, même pour les pays les plus développés.

Dans ce contexte, la situation est encore plus critique pour les pays en développement, qui sont confrontés à des obstacles économiques et structurels considérables. Ces nations, souvent responsables de très faibles niveaux d'émissions historiques, seront les premières à subir les impacts dévastateurs du changement climatique, notamment à travers les catastrophes naturelles, la montée du niveau des mers et la dégradation de leurs écosystèmes.

Les populations vulnérables sont les oubliées de la crise climatique. En combinant justice sociale, inclusion et coopération internationale, il est possible de réduire les écarts et de garantir un avenir plus équitable. Les efforts collectifs pour promouvoir une transition juste et inclusive sont la résolution de cette problématique pour construire un avenir où tous les peuples, indépendamment de leur situation géographique ou économique, peuvent vivre dans un environnement sain et équitable »

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement le 5 aout 2026